royaliste
BIMENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

CIBLE

Presseurop

En lançant en 2009 le portail *Presseurop* en partenariat avec *Courrier international*, la Commission européenne voulait contribuer « *à l'émergence d'un espace public européen de communication, de réflexion et de débat.* » Une fois n'est pas coutume, la langue de bois correspondait à une réalité ! Sur la Toile, le nouveau média offrait la traduction de nombreux articles de la presse internationale, en prenant soin de multiplier les points de vue. Oui, en effet, *Presseurop* était le « *promoteur d'une information pluraliste et indépendante.* »

C'était trop beau pour être durer longtemps ! La Commission a décidé de ne pas poursuivre le projet. Les raisons invoquées sont budgétaires. Pourtant, la rédaction de Presseurop fait remarquer que le Parlement européen s'est soucié d'augmenter le financement des médias.

Faute d'explications pertinentes, on en vient à se demander si la Commission n'a pas estimé que ce média était devenu le promoteur d'une information trop pluraliste et trop indépendante. Il n'est pas trop tard pour signer la pétition en faveur de *Presseurop*.

Espagne

Entre peur et dégoût

Politique

L'écologie sans écologistes

p. 4

Dissonnances

Kantor et Lasch

p. 8

DU 23 DECEMBRE AU 4 JANVIER 2014 - 43e année - Numéro 1046 - 3,20 e

Ukraine

L'Orient compliqué de l'Europe

Les images tentent d'en faire foi, un peuple entier se soulèverait contre son gouvernement et voudrait à toute fin rejoindre l'Union européenne. Les médias européistes, à grand coup de mensonges et de simplifications ne ménagent guère leurs efforts. Serait-ce donc si simple ?

Non. Comme d'habitude. L'article suivant dans la chronique de politique étrangère revient sur les fondements du problème (page 5). Vues sous un autre angle, les choses ne sont pas inintéressantes. Depuis la Révolution orange, la simplification à outrance voudrait nous faire croire que les Ukrainiens de l'Ouest et les Ukrainiens de l'Est ne sont pas le même peuple et que leurs intérêts sont partant de là parfaitement divergents.

L'histoire compte toujours et la légende encore plus. Il est parfaitement évident que constituée au cours du siècle dernier, l'Ukraine montre de nombreux visages. Si l'on voulait être précis, il faudrait parler, non pas de deux Ukraine, mais d'au moins trois, sinon quatre. La partie nord-ouest a longtemps appartenu à l'Empire autrichien et la marque laissée dans la culture est extrêmement prégnante. À la suite des Autrichiens se sont les Polonais qui ont administré la région. La partie est à toujours été intégrante de l'Empire russe puisque c'est Ivan IV Le Terrible qui conquit ces régions. Cette partie est profondément russe, même si la culture locale a toujours été vivace. La partie sud, pour sa part, était peuplée de Tatars qui furent délogés par les Romanov au cours des XVIIe et XVIIIe siècles. Cette région, la Crimée pour faire simple, reste profondément marquée par son passé ottoman, l'architecture en témoigne. Les tsars ont fait de gros efforts pour russifier la région et le pouvoir communiste a continué sur la même lancée, déportant et expatriant les Tatars qui ne reviendront en masse qu'au tournant des années 1990-2000.

À cela, il faut ajouter la région de Kiev qui est le berceau primitif de la nation russe après que les premiers princes de Kiev l'ont emporté sur les Khazars. Les « gens de Kiev » ne peuvent considérer sans amertume d'être relégués au rang de peuple périphérique de la Moscovie. Ce trait de caractère est pour beaucoup dans les combats qui ont émaillé les cinquante dernières années de l'histoire ukrainienne. 1991 est un moment clé puisqu'il va permettre à la région de redevenir une nation même si son hétérogénéité a rendu dès l'abord les choses difficiles. Le pays a de nombreuses ressources mais elles n'ont guère été exploitées pour le bien du peuple. La mafia et les oligarques n'ont rien à envier à leurs homologues de la Russie d'Eltsine.

L'égérie de la Révolution orange, Yulia Timochenko le démontre à l'excès. Il n'y a que les médias français et la Commission de Bruxelles pour en faire une héroïne... La réalité est plus simple. Ses ennuis judiciaires n'ont pas pour première cause son opposition politique. C'est d'abord une criminelle de haut vol qui a construit sa considérable fortune aux dépens de son pays. Les Ukrainiens eux-mêmes ne sont pas si nombreux à la traiter en pasionaria de la démocratie. Eux savent pertinemment ce qu'elle leur a coûté. Médiapart s'est emparé de l'affaire et a révélé le passé opaque de l'héroïne des médias français. Les prélèvements qu'elle a opéré à diverses reprises sur les comptes de son pays se chiffrent en centaines de millions de dollars. La frêle opposante apparaît enfin comme l'oligarque la plus gourmande de ces vingt dernières années.

Les Ukrainiens ne font guère confiance à leur gouvernants et on les comprend aisément, comme ils déplorent tous l'excessive brutalité policière. Comment un pays bénéficiant de telles ressources et de telles possibilités peut-il se trouver dans une telle situation ? Des salaires de misère, un chômage endémique et peu de perspectives. Déjà, la population masculine est en nette minorité. L'écrasante majorité de la population est féminine et, aux témoignages directs que j'en ai, songe pour beaucoup des plus jeunes à quitter un pays qu'elles aiment mais qui ne semble rien avoir à leur offrir. Il n'y a pas d'opposition crédible dans le pays, peu de perspectives politiques. Économiquement, l'Ukraine a dix ans de retard sur la Russie. Le mirage européen fait de gros dégâts. Beaucoup de jeunes y voient une planche de salut sans voir que les plans d'ajustement conduiraient le pays à la plus atroce des misères. Et la misère atroce les plus âgés des Ukrainiens connaissent cela parfaitement.

Charles GUÉMÉNÉ

royaliste

SOMMAIRE :

P2 : L'Orient de l'Europe compliqué - P3 : La Résistance au Panthéon - Echo ds blogs - P4 : Vers une écologie sans écologistes - P5 : Cauchemar oriental - Brèves - P6 : L'Espagne entre peur et dégoût - P8 : Warhol, c'est franchement moins bien que Rembrandt - P 9 : Destin du parti intellectuel - P 10 : Les frères tristes - P 11 : Le roi légitime - Infos - P 12 : Editorial

Rédaction/administration
38, rue Sibuet 75012 Paris
Tél : 01 42 97 42 57

Dir. publication : Yvan Aumont
Com. paritaire : 05 14 - G 84 801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Profession : ..... Date de naissance : .....

Adresse internet : .....

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (50 €) ☐ soutien (120 €)

Royaliste, 38, rue Sibuet 75012 Paris

Hommage

La Résistance au Panthéon !

Dans un admirable article publié par *Le Monde* du 15 décembre, Mona Ozouf explique pourquoi il faut faire entrer au Panthéon trois héros de la Résistance.

Les gloires de la Grande-Bretagne sont à Westminster alors que les grands hommes de l'histoire de France sont à Saint-Denis, au Panthéon et aux Invalides. Tel est l'effet de nos tourmentes religieuses et politiques qui n'ont pas épargné le temple de la Montagne Sainte-Geneviève : Mirabeau y entra puis sortit, comme Marat, de ce lieu où la messe est tantôt célébrée, tantôt proscrite.

Mona Ozouf, qui rappelle ces guerres intestines, estime que nous vivons une époque apaisée qui devrait faciliter les entrées au Panthéon… mais qui complique les choix : « *dans une société de plus en plus homogène, où toutes les autorités, prêtre, maître d'école, père de famille ont décliné, il est plus difficile encore de désigner et de reconnaître la grandeur.* » Le rejet des hiérarchies conduit certains citoyens à faire campagne pour des Français modestes au nom d'une conception de l'égalité qui bannit les personnages et les actes exemplaires - sans prendre garde à la déification compensatoire des vedettes du sport et du cinéma.

C'est se tromper gravement sur les héros. Mona Ozouf reprend la définition de Régis Debray – le héros est un homme ordinaire qui accomplit des choses extraordinaires – et la précise : « *le héros, en effet, n'est pas exempt de petitesses ordinaires ; mais il est celui qui obéit en lui à la part supérieure de lui-même ; en quoi il est un exemple, et une invite à chercher, en nous aussi, cette part supérieure* ». Il faut donc défendre et promouvoir la faculté d'admirer. « *Sans elle*, écrit Mona Ozouf, *ni éducation, ni même apprentissage possibles. Sans elle, nul dévouement à une cause quelconque. Et sans elle, peu de bonheur puisqu'elle est aussi une joie*. » D'où la proposition de l'éminente historienne : faire entrer au Panthéon trois résistants, trois figures particulièrement exemplaires du combat contre l'Occupant : « ***La première***, *Geneviève Anthonioz de Gaulle (1920-2002), c'est bien sûr Ravensbrück, mais aussi ATD Quart Monde et le combat pour les déshérités : une figure de la fraternité.* ***La deuxième***, *Germaine Tillion (1907-2008), c'est Ravensbrück encore, mais aussi, chez la grande anthropologue du peuple berbère, la recherche d'une commune humanité : une figure de l'égalité.* ***Le troisième***, *Pierre Brossolette (1903-1944), c'est le suicide héroïque, mais aussi l'engagement sans faiblesse de l'intellectuel ennemi de tous les totalitarismes : une figure de la liberté.* »

J'approuve, en suggérant qu'à ces trois héros on joigne Marc Bloch, combattant des deux guerres mondiales fusillé par les Allemands.

Jacques BLANGY

L'écho des blogs

Pour l'oligarchie, le libre-échange comme unique horizon.

Cette fin d'année est marquée par la signature de deux accords de libre-échange et par l'ouverture des négociations du traité transatlantique UE/USA. Les effets d'annonce ne manquent pas : prospérité et création d'emplois seraient à la clef. Pourtant les peuples depuis des décennies de libre-échange n'ont pas vu la concrétisation des promesses faites, tout au contraire. Par contre les multinationales se verront conforter dans leur toute puissance au détriment des États.

En octobre était signé un accord de libre-échange entre l'Union Européenne et le Canada. Présenté en ces termes par le Ministère (1) « *Nicole Bricq estime que cet accord peut être bénéfique pour les entreprises françaises. Cependant, la ministre exprime sa préoccupation quant à ses conséquences sur les filières viandes, bœufs et porcs* » ajoutant « *J'attends également de la Commission la confirmation que cet accord, notamment dans son volet agricole, ne servira pas de précédent pour la négociation qui s'engage avec les États-Unis.* » Les récentes fermetures d'entreprises agro-alimentaires en France montrent la vulnérabilité du secteur. Peut-il résister longtemps ?

Fin novembre était signé à l'OMC un accord général de libre échange que certains qualifient d'accord historique sur le commerce mondial. Et *la Tribune* (2) de reprendre l'appréciation de l'institut Peterson d'économie internationale « *L'OMC a évalué à 1 000 milliards de dollars la richesse que cet accord permettra de créer, avec à la clef 21 millions d'emplois* » soulignant les sujets essentiels « *l'agriculture dans le but de réduire les subventions à l'export, l'aide au développement grâce à l'exemption des droits de douane accordée aux produits venant des pays les moins avancés, et enfin la facilitation des échanges.* » Quels bénéfices en tirera la France pour ses paysans et ses industriels ?

Cet automne ont débuté les négociations UE/États-Unis. (3) Le plus grand secret est imposé dans ces discussions. Elles échappent à tout contrôle démocratique. Quels en sont les principaux objectifs ? Aller beaucoup plus loin dans la dérégulation des normes et règlements nationaux que ce soit sur la circulation des OMG, sur la protection des données ou l'ouverture à la concurrence les services et les marchés publics. Les multinationales se fixent pour objectif d'obtenir la création de tribunaux privés d'arbitrage pour traiter de leurs litiges avec les États. Ces derniers seraient assujettis aux seules clauses du traité, avec obligation de mettre en conformité leurs lois, leurs règlements et leurs procédures.

François ENNAT

(1) http://www.commerce-exterieur.gouv.fr/union-europeenne-canada-accord-libre-echange

(2) http://www.latribune.fr/actualites/economie/international/20131207trib000799769/l-omc-conclut-un-premier-accord-historique-sur-le-commerce-mondial.html

(3) http://www.rtbf.be/video/detail_traite-transatlantique-le-grand-marche-de-dupes?id=1875397

Vers une écologie sans écologistes ?

Coup de blues chez les écologistes depuis le congrès d'automne : entre le PS, LOVE et Nouvelle Donne, le sympathisant ne sait plus qui croire. La vie n'est pas rose chez les verts…

Dans le *Canard Enchaîné* du 4 décembre, Pétillon décrit la politique de EELV dans un dessin où Jean-Vincent Placé présente « *une parfaite synthèse : Emmanuelle (1) attaque le gouvernement, Cécile y reste et moi je veux y entrer*. »

Très juste : c'est bien la vision qu'ont les Français de l'action des Verts dans la majorité, vision qui s'est traduite par la perte complète de leur crédibilité depuis le succès des européennes de 2009. (2) Et si nos politologues médiatiques parlent beaucoup de Marine Le Pen et un peu de Jean-Luc Mélenchon pour l'après **UMPS**, aucun ne se pose la question de la place d'EELV, tant il est sûr que le futur ne sera pas Vert. Du coup les écologistes sont pris de panique et se cherchent des alternatives.

À l'intérieur d'EELV, c'est la motion LOVE (3) ; à l'extérieur, c'est la fuite d'Isabelle Attard vers *Nouvelle Donne* : deux options similaires par leur désolante pauvreté conceptuelle, uniquement définies par leurs « *communications*. » (4) Avec la meilleure volonté du monde, la lecture de leurs textes ne permet pas d'en extraire un projet fondamental plus élaboré que : « *on fait pareil mais en mieux et en vert*. »

Nous nous posions la question de savoir pourquoi le PS semblait incapable d'élaborer une écologie politique (5) ; peut-être, paradoxalement, faut-il se poser la même question à propos des écologistes : pourquoi, alors que l'écologie politique devient une urgence absolue, sont-ils incapables de tirer bénéfice de cette évolution et d'élaborer un grand projet écologique ?

Alors, comme pour les socialistes, allons-y pour un peu d'ethnologie chez les écolos. Éliminons d'emblée ceux pour qui l'engagement politique à EELV est un investissement pour obtenir des miettes de pouvoir. Des noms ? Pétillon en a cité quelques-uns. Mais pour les militants, qui certainement y croient, on voit bien qu'ils se divisent en trois branches.

La branche libertaire-libérale, tendance Daniel Cohn-Bendit, base idéologique d'Europe-Écologie. Elle a été décrite depuis longtemps dans Royaliste : « *[elle] tente d'échapper au paradoxe du groupe de pression devenu parti en se proclamant libéral-libertaire. C'est tomber dans une contradiction insoutenable. L'esprit libertaire, hostile par définition à l'Etat et à la nation, ne peut que durcir les orientations libérales*. » (6) Libéralisme et écologie étant par nature incompatibles, on voit mal comment cette branche peut concevoir une écologie politique. En gros, les problèmes environnementaux y seront résolus par plus d'Europe régionale, moins de nations, plus d'éco-business et plus de communication.

La branche socialiste considère que la Gauche est bien assez soucieuse de l'environnement en étant soucieuse de l'*Homo oeconomicus* : nous en avons parlé à propos du PS. L'écologie chez les bobos est une variable de confort, c'est le productivisme plus les espaces verts, où les problèmes environnementaux actuels et à venir seront pris en compte et résolus par le progrès technique.

Enfin **la branche anarchiste**, d'où viennent les Verts et qui a fondé l'écologie en France, repose sur une composante mystico-naturaliste incarnée par José Bové. C'est l'écologie-Gaïa : le coupable c'est l'homme et l'environnement ne sera guéri que quand le monde moderne aura disparu.

Paradoxalement, dans sa conception d'un écosystème idéalisé, elle nie l'écologie humaine, puisqu'elle nie l'existence d'une spécificité de l'homme dans ses besoins et ses relations avec son environnement. Cette branche, fille de l'anarchie, a d'ailleurs déjà existé lors du Retour à la terre de la Révolution Nationale : Pétain-Proudhon, même combat ? (7)

Au bout du bilan, on comprend l'impuissance paradoxale des écologistes à s'inscrire dans une écologie politique, du fait de leurs idéologies (antinomiques) incapables d'intégrer les bases de l'écologie scientifique. Pourtant les Français ont pleinement conscience des dégâts irrémédiables que notre société fait subir à l'écosystème, pourtant les instruments conceptuels sont là, (8) pourtant le *Grenelle de l'Environnement* a élaboré une méthodologie de travail (9) : bref tout est prêt et il ne manque plus qu'à rédiger un projet de politique écologique. Et quelqu'un de suffisamment libre pour l'appliquer…

François VILLEMONTEIX

(1) Emmanuelle Cosse, nouvelle patronne d'EELV ; Cécile Duflot, ministre du Logement.

(2) *Royaliste* nº 952.

(3) Là Où Vit l'Ecologie, motion d'Eva Joly au congrès d'automne d'EELV.

(4) http://love-eelv.org et www.nouvelledonne.fr

(5) *Royaliste* nº 1044.

(6) Éditorial de *Royaliste*, nº 724.

(7) Prenons le pari qu'une partie non négligeable de cette composante trouvera facilement sa place au Front national.

(8) Sans insister sur ce point, qui lui aussi mériterait des développements importants, notons l'importance pour l'avenir dans ce domaine de « *l'écologie industrielle* », qui répond en partie aux lacunes conceptuelles des écologistes. Voir par exemple l'ouvrage de :

Suren ERKMAN - « ***Vers une écologie industrielle : comment mettre en pratique le développement durable dans une société hyper-industrielle*** », Éd. Charles Léopold Mayer, 2004.

C'est à partir de cette base scientifique que s'élabore le projet d'économie circulaire, que notre journal a mentionné récemment (*Royaliste* nº 1041 et 1044), et dont il faudra reparler.

(9) *Royaliste* nº 913.

Ukraine

Cauchemar oriental

L'Ukraine se voit proposer un choix entre deux caricatures, une caricature d'Europe et une caricature de Russie. Le problème n'est pas l'Ukraine mais les termes du choix.

Parmi les manifestants de la place Maidan, à Kiev, on a signalé la présence d'anciens combattants de la guerre d'Afghanistan. Les Ukrainiens, alors ressortissants de l'Union soviétique, ont en effet combattu au sein de l'Armée rouge en Afghanistan. Ce n'est pas un hasard si face au projet d'association à l'Union européenne, on ressort le projet d'Union eurasiatique qui ressusciterait la Communauté d'États indépendants (CEI) formée des anciennes républiques soviétiques à l'exception des pays baltes. Ce projet est présenté à l'Ouest comme une sorte d'épouvantail à moineaux. Vu de Moscou, il en va tout autrement.

La Russie et les démembrements de la défunte URSS doivent dès aujourd'hui faire face aux conséquences du retrait américain d'Afghanistan et donc d'Asie centrale. La Chine et l'Inde sont déjà en concurrence. L'Iran est voisin. Qui ne voit qu'une nouvelle période s'ouvre le long de la vieille route de la soie, depuis la Mer noire et le Moyen-Orient jusqu'au Xinjiang et au toit du monde ? Le Kazakhstan, où se situent les champs pétrolifères les plus importants hors du Moyen-Orient, et dont l'immense étendue couvre toute la zone concernée, commence à quelques centaines de kilomètres de la frontière orientale de l'Ukraine. Nul ne peut l'ignorer.

Pour l'Ukraine, cela n'aurait jamais dû être présenté comme un choix radical. La situation n'est plus la même que lors de la révolution Orange de 2004. D'ailleurs la présentation d'un pays divisé en deux selon les frontières historiques a fait long feu. Les Églises ont même cessé leurs luttes institutionnelles. Un processus de négociation était sur le point de s'engager. La question linguistique, la location de la base de Sébastopol, avaient perdu de leur acuité.

Le problème vient des exclusives portées l'un contre l'autre par Moscou et Bruxelles. Quand Bruxelles avait lancé en 2009 à Prague l'idée d'un *partenariat oriental* allant jusqu'au Caucase mais pas plus loin, c'était sans trop y croire, pour complaire aux membres de l'Union européenne situés sur ses marches (la Pologne notamment), sans vouloir déplaire au reste de ses membres plus occidentaux opposés à tout nouvel élargissement, spécialement s'il devait nous impliquer dans les querelles orientales (l'argument avait déjà joué contre l'association de la Turquie, autre porte d'entrée vers l'Asie centrale). L'idée était de repousser toujours plus à l'Est la Russie par la création d'une sorte de zone tampon et non d'intégrer même à long terme ces pays dans l'Union. L'Ukraine ne saurait s'en satisfaire. Elle ressent aussi comme une certaine humiliation le fait d'être traité par Bruxelles sur le même pied que la Moldavie ou la Géorgie.

L'erreur originelle du *partenariat oriental* aura bien été de ne pas traiter chaque État au cas par cas et d'avoir globalisé une approche qui dès lors devenait suspecte à tous.

Et d'abord à Moscou ! La Russie a besoin de l'Europe autant que l'Europe a besoin de la Russie. On le vérifie sur la Syrie et l'Iran. On le vérifiera demain sur l'après-Afghanistan. Pas plus que Moscou n'avait à choisir hier entre slavophiles et occidentalistes, il ne doit être sommé de choisir aujourd'hui entre Chine et Occident. Que Poutine et Xi Jinping se rencontrent et tout le monde s'inquiète. La Russie a un problème chinois : de Gaulle avait fait sensation il y a presque cinquante ans en proclamant une évidence et en tirant la conséquence qu'il fallait à la fois reconnaître Pékin et jouer de la détente avec Moscou.

Pour faire face à la Chine, la Russie aura besoin de toutes ses réserves européennes : l'Ukraine devrait être un relais, un pont, un soutien, au lieu que l'on veuille à l'Ouest couper tous les ponts qui nous relient à l'Orient. Moscou aurait tort de s'isoler et l'Ouest d'isoler la Russie. L'Eurasie n'est pas un mythe. L'élargissement de l'Union européenne à l'Est au lieu de l'en rapprocher semble l'avoir au contraire éloigné de ces perspectives.

Le balancier est allé trop loin vers l'Ouest. Il est temps de revenir à un point d'équilibre. Telle est la leçon à tirer des manifestations de Kiev.

Yves LA MARCK.

Brèves

Afghanistan

Le prince **Sardar Mohammad Nadir Naeem** agé de 48 ans sera candidat à la présidence de la République. Il est le petit-fils du dernier Roi Zaher Shah. Au sein de la Loya Jirga et lors de voyages, il mène un actif travail pour rassembler les trente-quatre provinces et les différentes ethnies dans une perspective de paix en Afghanistan.

France

Le prince **Jean de France** était l'invité d'honneur de la cérémonie de remise du Prix des Couronnes Instit Inves fin novembre. Ce prix a pour finalité la reconnaissance d'investisseurs institutionnels et de long terme en France par le biais d'une labellisation.

Roumanie

C'est un rôle de premier plan que l'actuel gouvernement réserve à la Maison royale de Roumanie. En novembre les princes **Radu et Nicolas** ont effectué un voyage officiel en Jordanie où ils furent reçus par le Roi Abdallah. Début décembre la famille royale, accompagnée du ministre des Transports, a inauguré le train restauré de l'ancien roi Carol. Ils ont été chaleureusement accueillis dans plusieurs villes du pays.

Turquie

L'actuel gouvernement fait un geste en direction de l'ancienne famille régnante **Osmanoğlu**. Au cours d'un voyage à Londres le ministre turc des Affaires étrangères, Ahmet Davutoğlu a reçu, lors d'un dîner à l'ambassade de Turquie, une vingtaine de représentants de la famille impériale, indiquant dans son discours « *J'aurais aimé vous rencontrer plus tôt. J'espère que nous pourrons nous revoir plus régulièrement.* »

KERDEVY

Austérité

L'Espagne, entre peur et dégoût

Dans une interview donnée à ABC, la sociologue Saskia Sassen l'affirme sans ambages : « *l'austérité est l'équivalent en économie de la purification ethnique.* » Saine provocation qui n'a d'égale que la vigueur avec laquelle la pauvreté s'abat sur les classes moyennes, outre-Pyrénées, pour reléguer nos voisins dans la misère, l'extrémisme, les routes incertaines de l'exil, alors que les rêves d'une société alternative du mouvement des Indignés resteront à jamais inassouvis. Tous les Espagnols ont déjà en commun de ne déjà plus rien attendre de l'État et des institutions européennes actuelles.

Est-ce l'effet de la pluie d'automne un aéroport de Séville à moitié vide ou l'alignement de boutiques fermées à l'intérieur, jamais les premières minutes d'un voyage à Séville ne m'ont parues aussi tristes. Depuis maintenant dix ans que j'aime arpenter la ville, pour y saisir les conversations et scruter les changements de son paysage, peu de changements m'échappent. Et ma première ballade confirme mes craintes. Je crains que l'Espagne n'ait été bel et bien abandonnée à son triste sort. Dans la mythique calle Sierpes, le petit stand d'une association dénonçant l'addiction aux jeux d'argent puis, dans le quartier populaire où j'habite, un grand panneau dénonçant la prostitution récemment fixé contre la façade du centre social, mettent en garde contre deux fléaux constitutifs du désespoir économique. Dans quel état retrouverai-je bientôt les amis et connaissances ?

Il est bien difficile de saisir le pire : c'est que la misère, la vraie, a sa pudeur. Mais j'y parviens tout de même, au gré de quelques confessions et de blagues désespérées données autour du verre de l'amitié. Un jeune Français, établi là tout de même depuis quelques années, me confie qu'il a vraiment eu l'impression de parachever son intégration à la société espagnole ce jour, déjà lointain, où il a été contraint de s'inscrire à l'**agence locale pour l'emploi**, pour depuis partager toutes les galères de sa belle-famille. Dans la même conversation, des amis espagnols, peut-être décomplexés par l'aveu, me relatent enfin quel fut le choc, pour ceux, non fonctionnaires, qui n'étaient pas protégés par un statut, quand, en 2009 les vagues massives de licenciements ont commencé. Ceci malgré les dénégations du Premier ministre socialiste de l'époque, qui avoue seulement maintenant, dans les *Mémoires* qu'il publie cet automne, son tort de ne pas avoir appelé un chat un chat, et d'avoir refusé d'utiliser le mot **crise** tandis qu'il était à son poste.

En Andalousie, désormais, les créations d'emplois suivent essentiellement les rythmes saisonniers des activités touristiques et agricoles. Pour vivre toute l'année, il faut subsister avec les modestes économies réunies en trois ou quatre mois de travaux temporaires, parfois au noir. Ceux qui ont déjà travaillé à l'étranger ou y ont des connaissances, réactivent les vieux flux migratoires un peu éteints depuis la seconde moitié du XXe siècle. Mais comment faire lorsqu'on ne connaît personne ? Présenter un beau curriculum vitae est une chose, pouvoir se payer le voyage et un hébergement provisoire en est une autre, m'avertit une amie qui travailla il y a quelques années pour les institutions européennes, à Bruxelles. À cet égard, le désengagement financier des institutions européennes du Sud au profit de l'Est du continent de l'Europe est durement ressenti, dans ce Sud longtemps favorisé.

La Junta de Andalucía, le gouvernement régional, ne parvient plus à faire fonctionner ses programmes sociaux ou à lancer des projets novateurs pour le développement économique. Les scandales liés aux détournements faciles dans des structures territoriales très décentralisées pouvant être tentées par le clientélisme n'ont, du reste, pas facilité la transition vers la rigueur. Mais quelle n'est pas ma surprise de constater que le désenchantement est grand chez mes interlocuteurs les plus au fait des enjeux européens.

Dans ce registre, la lecture du dernier ouvrage scientifique du collectif d'universitaires *Econonuestra*, dont j'avais interrogé l'un des meneurs il y a un an, se fait l'écho de ce pessimisme maintenant pesant. Alors qu'ils se contentaient autrefois de dénoncer les disparités économiques existant entre centre et périphéries économiques de l'Europe, voici aujourd'hui mes amis économistes prêts à renoncer au culte de la monnaie unique européenne, à laquelle ils n'osaient pourtant pas toucher, à l'automne 2012. « *La forme spécifique que cette crise revêt en Europe est conditionnée par d'autres éléments (...) comme les asymétries productives ou la création de l'euro. (...) Notre crise n'est pas le résultat de* ***l'effet contagieux*** *dérivé des événements ayant eu lieu dans d'autres pays (...), mais elle tient plu-*

tôt à des causes endogènes au propre fonctionnement des économies européennes. Pour le dire autrement : la gestion qui a été faite de la crise en Europe est spécialement malheureuse (...). » (1) Le collectif dresse ainsi, dès l'introduction de son ouvrage, un diagnostic lucide méritant d'être opposé, chez nous, à l'aveuglement volontaire et malheureux de certaines de nos élites médiatiques. Les caractéristiques des économies périphériques en Europe, à savoir celles de la Grèce, de l'Italie, de l'Espagne, du Portugal et de l'Irlande, sont ainsi clairement identifiés.

« *Concrètement, un pays périphérique a de manière systématique un revenu par habitant inférieur à la moyenne, présente des déficits structurels de ses comptes extérieurs, avec pour conséquence une tendance à l'endettement extérieur pour maintenir sa croissance ; il se caractérise par un poids moindre de son secteur manufacturier, des secteurs de la gestion des capitaux et des biens de hautes valeurs ajoutées technologiques, ce qui explique en grande partie des déficits extérieurs systématiques alors qu'il dépend déjà de ces produits pour sa croissance interne ; il présente enfin un infra-développement des dépenses publiques et sociales entraînant une moindre capacité à éviter, en périodes de crises, les graves répercutions sociales des difficultés économique.* » (2)

Les tenants d'une lecture purement économique de la crise et des solutions à lui donner sont donc avertis. D'énergiques mesures pour une relance des économies du Sud doivent être prises afin de lutter contre des effets sociaux désastreux dont le « *centre* » de l'économie européenne est structurellement à l'abri, pour l'instant.

Manifestation d'extrême droite, à Séville, le 26 octobre, « *pour une éducation publique de qualité* ».

En attendant que les autres Européens se remettent à faire de la politique, mes amis expérimentent les premières alternatives à la monnaie unique assassine du rêve européen de ma génération. À Séville et dans toute l'Andalousie, plus qu'ailleurs dans la péninsule, on a d'ores et déjà recours à de nouveaux étalons. Dans le quartier de La Macarena, beaucoup attendent quelque miracle du puma, qui a trouvé sa place, dans les porte-monnaie, à côté de l'euro.

Il s'agit d'une **monnaie sociale**, comme l'ont baptisée ses premiers observateurs, dont le nom se réfère à la place du Pumarejo, où siège l'association, née du mouvement des Indignés, qui facilite, via cette monnaie de papier dont elle gère l'émission, le troc de services ou de biens de consommation. En mai dernier, s'est d'ailleurs tenue dans la capitale régionale, la « *Première rencontre des monnaies locales* ». L'Andalousie abrite déjà la moitié de toutes les monnaies alternatives d'Espagne, et il s'agissait de faire le point sur ces instruments qui permettent d'améliorer le quotidien des sacrifiés de la crise, sorti depuis longtemps des écrans radars du gouvernement espagnol et des institutions européennes, qui ont visiblement d'autres soucis qu'eux.

Oui, vraiment, Saskia Sassen, qui vient de recevoir le prix *Prince des Asturies pour les sciences sociales* fait bien de dire que « l'*austérité est l'équivalent économique de la purification ethnique* » (dans le journal ABC du 16/5). Les Espagnols disparaissent à l'intérieur de leur propre pays, comme rayés de la carte.

Les mots **peur et dégoût** me sont soufflés par une amie stupéfaite par une manifestation organisée, Avenida de la Constitución, par l'extrême droite « *pour une éducation publique de qualité.* » C'est en tous cas ce que disent ses banderoles.

En fait, on n'est jamais vraiment sorti de l'écran radar de tout le monde... La manifestation, que je vais voir, provoque une contre-manifestation organisée par la gauche de la gauche. Les deux groupes qui se font face sont composés de très nombreux jeunes gens, aux veines irriguées par des haines familiales héritées de la Guerre civile. Je vous aurai prévenu... Chair de poule, même si personne, dans cette rue, ne risque rien, physiquement.

Quelques jours plus tard, je lis cependant un éditorial qui s'inquiète de percevoir des réminiscences du passé faire irruption dans les éléments de langage ou les réflexes de responsables politiques très à gauche, contre « *les rouges* » pour les uns, « *les fascistes* » pour les autres. Comme dit l'autre, il y a différentes manières de construire l'Europe.

Christophe BARRET

(1) I. Álvaro, F. Luengo & J. Uxó - « ***Fracturas y crisis en Europa*** », Madrid : Clave Intelectual, 2013, p.15 [ouvrage non traduit].

(2) Op. cit. p.16.

Kantor

Warhol c'est franchement moins bien que Rembrandt

Peu de voix osent l'affirmer mais il est très difficile aujourd'hui de s'autoriser à - vraiment - penser. Comment se fait-il que certains se sentent en réel décalage avec l'idéologie dominante contemporaine mais peinent encore à formaliser une réflexion. Que idées ne puissent s'exprimer sans voir se lever le vent de l'opprobre, quelquefois même de la part des personnes les plus calmes et les plus réfléchies.

En gros, au sein d'une intelligentsia à l'idéologie internationaliste pour qui la liquidation des racines est le seul garant de la liberté, le souverainiste l'est avant tout pour lui-même, la moindre volonté d'autorité constructive est tuée dans l'œuf et la régulation des marchés financiers provoque tétanisation même à gauche du seul fait du mot **régulation**. On évitera de s'appesantir sur le récent rapport sur l'intégration ou la récente une du *Point*.

Peu de personnes semblent à même de soulever cette dimension pernicieuse que prend la vie intellectuelle depuis une trentaine d'années car ce phénomène est également aussi difficile à discerner qu'à expliquer. Les notions de ce qui est progressiste ou conservateur ont tendance à diablement se complexifier.

Alors nous tentons de trouver des voix dissonantes, des voix qui donnent envie d'écouter et de recommencer à réfléchir.

Maxime Kantor est un quasi inconnu dans nos contrées. Peu d'informations sur lui sur Internet. ET sur ses livres aussi. En Russie, c'est un peintre renommé. Né en 1957, c'était une figure de l'*underground* russe des années 80. Il a raté de peu deux prestigieux prix littéraires (le *Booker Prize* et un prix russe) pour deux écrits *Manuel de dessin* et *À contre-pied* (non traduits en français), ce dernier étant décrit comme un requiem pour la civilisation.

Courrier international a publié un extrait d'un article (*La stratégie du chaos permanent*), publié dans *Expert,* hebdomadaire conservateur de référence en Russie dont la rédaction est issue de *Kommersant*, un des premiers quotidiens indépendants russe. Kantor nous décrit ce qu'il appelle « *le baiser de glace de la démocratie* ». Et une de ces sensations diffuse mais inconfortable que nous ressentons depuis un moment : une forme d'hystérie permanente, liée à une nécessité de mouvement permanent. « *Personne ne prétend désormais à la stabilité car celle-ci ne fait plus partie des valeurs sociales (…) la stagnation est synonyme de dépérissement*. » Il ne s'agit pas évidemment de stagner et de s'en contenter, mais voilà, d'une évolution digne conséquence d'une civilisation en recherche, on privilégie un « juste » chaos calqué sur celui de l'économie de marché toujours à la recherche du « juste » prix : « *Nous n'avons pas de plan. Nous voulions taxer les banques mais les banquiers sont contre*. » Cette **nouvelle** idéologie fait fi des clivages droite-gauche car elle mélange idéologie libérale et concepts artistiques avant-gardistes libertaires et anti-conservateurs. S'organise donc la comédie d'une démocratie qui a muté en maniant des concepts vidés de leur substance comme la notion de diversité énoncée à l'envi alors que ne sont visés que l'uniformité de la pensée et des modes culturels.

Kantor va beaucoup plus loin : les guerres ne seraient pas un problème. Au contraire, elles alimenteraient un système de gouvernement ou plutôt une gouvernance qui se gère par le chaos. « *Le but n'est pas la victoire sur l'ennemi mais l'hostilité permanente*. » Il avance même que les élections organisées dans les pays en situation de post conflit (souvent sous l'égide de l'ONU) pourraient s'apparenter à une mascarade alors que sont négligés les économies et les situations sanitaires.

Kantor termine sur l'idée que la bulle idéologique est bien plus redoutable que les bulles spéculatives : « *tant que l'Occident (…) ne comprendra pas qu'Andy Warhol c'est franchement moins bien que Rembrandt (…), il n'y aura pas de paix dans le monde*. » En cela, il manie des concepts proches de Christopher Lasch, intellectuel américain classé très à gauche, décédé en 1994, qui décèle cette tendance dès la fin des années 70.

Christopher Lasch, avance l'idée que ce ne sont plus les masses qui menacent l'ordre social mais bien les élites (*La révolte des élites et la trahison de la démocratie*). Il y a 40 ans, il décrivait déjà avec précision une élite libérale-libertaire qui vivait dans le fantasme de l'émancipation permanente et s'opposait à un éternel retour de la censure. Il avançait l'idée selon laquelle c'est paradoxalement la contestation des valeurs bourgeoises qui mène à l'esprit du capitalisme moderne. Lasch réfutait également le narcissisme de la culture de masse pour qui seuls les déracinés peuvent accéder à une véritable liberté (*La culture du narcissisme*).

Fragiles et courageux sont les mouvements de pensée discordants. Ceux-là même qui ont prôné la liberté de pensée sont aujourd'hui les censeurs les plus virulents, d'autant plus décomplexés qu'ils ne trouvent que peu d'obstacles sur leur chemin. En effet, il apparait malheureusement que nombreux sont ceux qui ont simplement renoncé à réfléchir, à être en recherche, à infléchir le cours de leur existence, plutôt que de la passer à saturer les cases d'un agenda. Que faire alors pour contredire cette phrase de Marc Bloch adroitement reprise par Laurent Mauduit dans son dernier opus (*L'étrange capitulation*) sur le gouvernement Ayrault-Hollande : « *Le pire est que nos adversaires n'y furent pas pour grand-chose* » ?

Kristine MASSA

Destin du parti intellectuel en France

Daniel Lindenberg s'est fait connaître depuis longtemps comme un chercheur à la fois original et engagé dans le domaine de l'histoire des idées politiques. On le lit toujours avec profit, même lorsqu'on se trouve en désaccord de fond avec lui, parce ce qu'il sait explorer le passé avec sagacité, faire ressurgir des séquences oubliées, opérer des rapprochements suggestifs. J'ai déjà eu l'occasion de définir ma position par rapport à l'orientation de sa pensée, dans la mesure où elle détermine la direction de ses lectures et de ses interprétations. Je me trouve conforté dans ma conviction par son dernier essai qui concerne l**e parti intellectuel en France.** D'ailleurs, dès son introduction, il indique de la façon la plus nette son insertion dans l'histoire qu'il retrace : « *Issu d'une famille immigrée de juifs polonais arrivés en France pour leurs études dans les années 1930, je ne pouvais évidemment que m'enthousiasmer en prenant connaissance de l'épopée des intellectuels dreyfusards. J'avais les larmes aux yeux en lisant J'accuse... ! Mais il y avait plus. Mes parents communistes m'avaient transmis toute une conception du monde qui venait en fait du* ***populisme*** *russe, c'est-à-dire ces étudiant(e)s de la fin du XIXe siècle dans l'Empire tsariste, qui* ***allaient au peuple*** *pour le* ***libérer*** *de l'ignorance et de la superstition préalables à son auto-émancipation sociale et politique.* » Est-il utile de préciser que j'ai le plus grand respect pour cet enracinement politique et que, plus encore, il provoque mon intérêt lorsqu'il dispose à la recherche de ses références intellectuelles et de ses figures de proue ? La façon dont Daniel Lindenberg fait revivre la personnalité éminente de Lucien Herr me passionne, tout en m'interrogeant sur l'évidente distance que j'ai avec ce type de penseurs et la ligne idéologique qu'il incarne avec tant de force.

par Gérard Leclerc

Car en vis-à-vis du bibliothécaire mythique de la rue d'Ulm, il n'y a pas moins que Charles Péguy, que je révère quant à moi, ce qui ne saurait surprendre Lindenberg qui l'appelle *le grand Péguy*. Au risque de manquer l'ensemble du parcours, parfois labyrinthique, du parti intellectuel, je désire me concentrer sur le problème du retournement du directeur des *Cahiers de la quinzaine*. Pourquoi ce dernier, qui était l'allié des représentants les plus notables du « parti » s'est-il retrouvé leur adversaire implacable, développant une polémique nourrie à l'encontre d'une sorte de maçonnerie extrêmement bien organisée, d'une « *force de gouvernement à la fois officielle et occulte* » ? Lindenberg n'a pas d'hésitation pour répondre. D'ailleurs les textes de Péguy sont suffisamment explicites : « *Adoptant une posture* ***prophétique****, Péguy dévoile les agissements occultes d'une caste qui complote pour s'assurer le pouvoir spirituel, mais aussi* ***temporel****, et ce au nom d'une* ***métaphysique d'État*** *scientiste, qui est une arme de destruction massive dirigée contre la civilisation française* ***d'avant****. La catastrophe, que Péguy comme déjà Taine avant lui, situe en 1880, date des lois scolaires de la IIIe République.* » On peut évidemment discuter du caractère arbitraire de cette date de 1880. Je me souviens de l'avoir évoquée avec Philippe Ariès qui ne lui trouvait de justification que symbolique. Mais le point décisif est d'une autre nature.

Il y a d'abord eu la rupture du combattant dreyfusard à l'égard de ses camarades, Jaurès le premier. Lindenberg a probablement raison de s'insurger contre l'amplification d'une querelle de militants, comparée à un prologue des futurs procès de Moscou. C'est vrai que l'amitié complice a été rompue, que Lucien Herr est maltraité dans un texte comme *L'argent*. Réplique de Herr (non mentionnée par Lindenberg) : « *Vous êtes un anarchiste !* », ce qui résonne assez curieusement, il est vrai. L'intéressé avait brisé la discipline de parti. Mais il faut aller plus loin. Notre historien ne répugne pas, bien au contraire, à désigner le désaccord profond, la zone où le débat désormais impitoyable faisait le plus mal.

Le parti intellectuel est rationaliste. Péguy, non seulement n'est pas rationaliste, mais sa culture profonde, son évolution spirituelle l'ont conduit à déclarer la guerre à ce qu'il considère être le principal danger, qui est à la fois d'ordre intellectuel et politique, car le parti se réclame d'une véritable métaphysique d'État. Et cette métaphysique d'État va se trouver promue et imposée par la dictature de Combes, l'anticlérical. Pourquoi Daniel Lindenberg semble-t-il oublier que, pour Péguy, il s'agit là de l'aspect essentiel *de la situation faite au parti intellectuel dans le monde moderne.* Quand donc aurons-nous enfin la séparation de la métaphysique et de l'État ? C'est le cri de colère de celui qui refuse de toute son âme le dévoiement de la politique au service d'une manipulation des esprits. Daniel Lindenberg a, cependant, son explication : « *Péguy est un grand romantique, et ses critiques des méthodes scientifiques font penser au rejet par Goethe de la* ***théorie grise*** *à laquelle le grand écrivain préférait* ***l'arbre vert de la Vie****, moyennant quoi il s'opposait à Newton.* » La comparaison avec Goethe n'est pas sans pertinence. Mais Goethe n'était pas un romantique, pas plus que Péguy. C'est le classicisme le mieux accordé à la culture gréco-latine qui les rassemble le mieux. Et puis, il y a surtout la dimension chrétienne, spécifiquement catholique de l'auteur de *La charité de Jeanne d'Arc* qui explique la distance abyssale prise avec les rationalistes, ses anciens amis.

Daniel Lindenberg, sans ignorer cette dimension capitale, se garde de la thématiser. Et pourtant, lui-même fournit le cadre historico-culturel qui éclaire la gravité du désaccord. Ne se réclame-t-il pas de l'héritage d'Edgar Quinet, dont le vœu explicite était d'en finir avec le catholicisme en France et qui reprochait à Robespierre d'avoir empêché sa liquidation au moment le plus crucial de la Révolution ? Péguy savait pertinemment à quoi il s'opposait avec le combisme, mais aussi avec un parti intellectuel qui associait son rationalisme militant à la conquête de l'État. Récemment, Vincent Peillon n'a pas craint de rappeler que le retour à la morale républicaine s'associait pour lui toujours à la liquidation du catholicisme. On ne reproche pas à notre ministre de l'Éducation nationale de n'être pas catholique. On s'interroge sur la réanimation d'un certain républicanisme idéologique que Péguy avait précisément combattu. Il est vrai qu'il était devenu, selon Urs von Balthasar, un des grands génies du christianisme.

📖 Daniel Lindenberg – « ***Y a-t-il un parti intellectuel en France*** », Armand Colin.

Les frères tristes

Dans la plus absurde des guerres américaines, on vit un journaliste français devenu capitaine créer sous l'égide de la Légion une libre radio pour les Afghans du Surobi. La belle aventure s'est trop vite terminée, mais le souvenir en restera dans les vallées et sur les crêtes d'un pays que nous ne devons pas abandonner.

L'armée française, plus précisément la Légion étrangère. Un journaliste indépendant. Dans un pays en guerre, une radio libre animée par des Afghans pour tous les Afghans. Telles sont les pièces d'un puzzle qui n'aurait jamais dû être assemblées. Et pourtant, cela se fit. Vélocipédiste au long cours et collaborateur régulier de France Culture, Raphaël Krafft raconte (1) comment il reçut le grade de capitaine pour accomplir une étonnante mission : former des Afghans au journalisme radiophonique dans un camp militaire installé dans le district de Surobi où eut lieu, en août 2008, l'embuscade d'Uzbin. (2)

Pour aller à ce camp, c'est très simple. On atterrit à *Bagram Airfield*, grande ville militaire (et centre de torture) où l'on peut lire *Stars and Stripes* comme au bon vieux temps du *Marine* Joker dans *Full Metal Jacket* puis on embarque dans un véhicule blindé pour le camp *Warehouse* de Kaboul. De là on prend la *Highway 7* qui relie Kaboul à Jalalabad et une piste vers le sud qui conduit à la *Forward Operation Base Tora* sur laquelle flotte, en décembre 2009, le drapeau français. C'est là que Raphaël Krafft, incorporé au 2e Régiment étranger d'infanterie, reçoit l'ordre de se débrouiller pour lancer *Radio Surobi* financée avec 20 000 euros soit vingt caisses de munitions.

La première rencontre de ce capitaine peu expert en maniement d'armes, c'est la Légion incarnée par le capitaine Negroni qui voue aux gémonies les gauchistes de *France Culture* mais qui n'en est pas moins directeur de la radio. Negroni, qui lui apprend les usages légionnaires et les bonnes manières en opération, lit *L'étrange défaite* et juge avec pertinence la conduite de la guerre. Le colonel Durieux, qui commande le 2e REI, déteste les attaques de drones et les attentats contre les chefs taliban : tuer un homme, c'est provoquer la haine de toute une famille et la jeter dans l'insurrection ; on ne tire que pour protéger la vie de ses soldats. Plus tard, il écrira que « *dans ce pays, comme dans beaucoup d'autres théâtres de crise, il n'y a pas de coupure franche entre les amis et les ennemis, entre les insurgés les plus fanatiques et les partisans les plus convaincus du gouvernement légitime […]. En réalité, si ligne de partage il y a, elle passe dans le cœur de chaque Afghan…* » (3)

Une telle intelligence de l'Afghanistan ne pouvait engendrer une radio militaire de propagande répercutant les « *Psyops Support Element* » de l'état-major français. Raphaël Krafft, le *Captain Teacher*, forme des Afghans, qui émettent sans contrôle préalable en langue pashtô. Informations, chansons, reportages, poèmes chantés : *Radio Surobi* veut favoriser de multiples manières l'entente entre les peuples de l'Afghanistan. Ses artisans sont les témoins douloureux d'un interminable état de guerre. Voici Ali Baba, un ancien géologue, blessé à Kaboul en 1992 et en 1996 qui a appris le français… au Commissariat général à l'énergie atomique : doyen de la radio, il est, entre autres tâches, un interprète scrupuleux. Voici le fils d'un moudjahidin, Aziz Rahman, qui allait à l'école pendant l'occupation soviétique et qui a créé un lycée pour jeunes filles. Avec Nasser, Habid et Daniil, ils s'adressent à tout un peuple d'hommes fiers et de poètes qui envoient à Radio Surobi des vers délicatement tournés. Des femmes écoutent aussi, telle la « fille de Tagab » qui prenait le risque fou de téléphoner pour demander la diffusion de sa chanson préférée.

Un soir, Aziz apprendra au *Captain Teacher* à faire la différence entre les talibans, qui viennent souvent du Pakistan, et les *maghawar*, les « *frères tristes* » qui ont rejoint les crêtes à la suite d'un différend familial, par déception ou après avoir subi une injustice. À l'époque de la guerre civile, le dernier président communiste, Mohammed Najibullah, avait appelé les *frères tristes* à la réconciliation et Hamid Karzaï a repris l'expression dans le même souci d'apaisement. Mais les insurgés n'ont aucune estime pour les personnalités proches du pouvoir qui discutent dans les assemblées : il faudrait de nouveaux représentants, de nouveaux médiateurs, qui existent mais qu'on ne sollicite pas, et un autre gouvernement…

À Tora, le capitaine Negroni s'en alla, le 2e REI fut remplacé par le 2e REP puis ce fut le tour du 126e Régiment d'infanterie. Raphaël Krafft partit lui aussi, puis revint ; il retrouva Aziz et une radio réellement populaire mais affronta des officiers qui voulaient faire de *Radio Surobi* un « *vecteur de la bonne gouvernance* » selon les schémas prévus pour les OME (Opérations Militaires sur l'Environnement), les OI (Opérations d'Information) et les OMI (Opérations Militaires d'Influence) par lesquels l'Armée s'essaie à ce qu'il est inconvenant d'appeler la guerre psychologique. *Radio Surobi* a donc émis de passionnants messages « *psyops* » avant d'être récupérée par l'armée afghane… et délaissée par ses auditeurs. Dans les vallées et sur les crêtes du Surobi, demeure un beau souvenir.

Bertrand RENOUVIN

(1) Raphaël Krafft – « ***Captain Teacher, Une radio communautaire en Afghanistan*** », Buchet-Chastel, 2013.

(2) Cf. Jean-Dominique Merchet – « *Mourir pour l'Afghanistan* », Éd. Jacob-Duvernet, 2008.

(3) Benoît Durieux : « *Guerre, contre-insurrection et démocratie, après l'Afghanistan* », in Jean-Vincent Holeindre et Geoffroy Murat – « *La démocratie et la guerre au XXIe siècle : de la paix démocratique aux guerres irrégulières* », Hermann, 2012.

Depuis des décennies que la question court, il était bien utile qu'elle fut débattue. Bourbons d'Espagne ou Orléans ? Chacun sait que pour nous la réponse est claire et ne saurait varier. Pour autant, nos lecteurs savent que nous ne sommes pas accoutumés à chroniquer des ouvrages de commande, de complaisance ou qui ne seraient pas de qualité suffisante pour que nous leur ouvrions nos colonnes.. Nous n'y aurions pas fait exception pour le livre de Patrick Germain.

En droit comme en histoire, seul les faits et les règles comptent. Si nous désirons assurer à cet ouvrage la plus large diffusion, c'est qu'il répond à tous les critères qui sont pour nous essentiels : honnêteté, sérieux, utilisant parfaitement les sources. Patrick Germain est un juriste avant d'être un historien. Bénéficiant, si j'ose écrire, de la même particularité, je me suis jeté dans cet ouvrage afin d'en juger la facture. Ce livre plaira autant aux amateurs d'histoire - tant il fourmille de détails et de précisions — qu'aux amateurs de livres bien écrits.

La place qu'il occupe à l'intérieur de *Royaliste* nous semble donc parfaitement justifiée. Aussi, vous pouvez dès maintenant et en toute **confiance en faire l'acquisition** au prix de **16,50 euros dans nos locaux ou de 20 euros franco par envoi partout en France à : librairie@nouvelle-action-royaliste.fr**. En outre, Patrick Germain sera l'invité des *Mercredis de la NAR* le 15 janvier prochain et nous organisons, conjointement avec son éditeur Patrice du Puy, le samedi 18 janvier, une séance de signature chez nous.

Pascal BEAUCHER

INTERNET

Vous l'avez sans doute apperçu, l'adresse www.nouvelle-action-royaliste.fr donne aujourd'hui accès à un site internet nouveau; version dite «bêta» qui nous permet d'être sur la Toile avec un site qui même très imparfait a le mérite d'être là.

Pourtant, sa durée de vie sera fort courte, et au début de janvier 2014, la version définitive sera mise en ligne.

Au delà de cela, c'en est fini des adresses mails en dehors de la maison. Dès maintenant, vous pouvez nous contacter à :

info@nouvelle-action-royaliste.fr

Pour «Royaliste» :

lejournal@nouvelle-action-royaliste.fr

Pour contacter Bertrand Renouvin :

bertrand.renouvin@nouvelle-action-royaliste.fr

Pour les questions administratives et de gestion de Royaliste et de la NAR :

pascal.beaucher@nouvelle-action-royaliste.fr

Enfin, rapidement, tous les rédacteurs de royalistes auront eux aussi leur adresse et vous pourrez directement engager le dialogue avec eux.

Communiquer avec la NAR

38, rue Sibuet

75012 Paris

Adresse électronique :

info@nouvelle-action-royaliste.fr

Sites Internet :

http:// www.narinfo.fr.st (informations et actualités)

http;//archivesroyalistes.org

Tél. : 01 42 97 42 57

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos activités, nos livres et brochures, remplissez le bulletin ci-dessus, **sans engagement de votre part.**

Non/Prénom .....

Date de naissance/Profession .....

Adresse .....

.....

Adresse électronique :

désire recevoir sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à Royaliste, 38, rue Sibuet 75012 Paris.

Mais dis-moi tout, marionnettiste !

Dans la chanson de Pierre Bachelet, le Marionnettiste ne répond rien à l'amoureux éconduit qui lui demande « *ce qu'il fait de ses artistes* » quand la fête est terminée… Malgré les apparences, la question des causes premières et des fins dernières est beaucoup plus simple à traiter lorsqu'on s'interroge sur le premier moteur des marchés financiers. Il suffit, quand on n'est pas du métier, de suivre le cours des choses sur BFM Business. Chaque semaine la parole y est donnée à deux imprécateurs, Pierre Béchade et Olivier Delamarche, qui sont confrontés à divers gérants de portefeuilles boursiers. (1)

En novembre et début décembre, le débat portait sur le mouvement continu de hausses sur les principales places. Des « *niveaux stratosphériques* » ! Une « *situation totalement exceptionnelle* » ! Pierre Béchade et Olivier Delamarche, qui sont eux aussi des gérants expérimentés, ne se contentent pas de répéter que nous sommes dans une frénésie spéculative qui finira mal comme toutes les précédentes. Ils mettent à nu les mécanismes de la spéculation qui, soit dit en passant, ne correspondent en rien aux beaux discours sur le Marché. Ce sont des robots qui font tourner la machine financière mondiale, qui est alimentée en liquidités par quelques Banques centrales – surtout la Réserve fédérale américaine (FED).

Autrement dit, c'est la création monétaire – la planche à billets – effectuée par des institutions publiques qui permet une gigantesque spéculation. Elle porte à 70 % sur les dérivés de crédits (2), à 20 % sur les dérivés de devises, à 5 % sur d'autres « *matières subtiles* » et à 3 % seulement sur les actions et les matières premières. Cela signifie notamment que le particulier qui achète des actions se trouve sur un petit marché très facilement manipulable par le jeu des robots : il sera le premier à être plumé. L'essentiel se passe ailleurs, dans cette bulle qui prend des proportions inouïes : « *si l'on fait confiance à la FED et à la BCE jusqu'en mars prochain, dit Pierre Béchade, je*

pense qu'on pourra atteindre en 2014 la somme pharaonique de un million de milliards d'encours sur les dérivés. »

Il faut bien entendu se méfier des paniquards et de ceux qui spéculent sur les catastrophes. Mais Olivier Delamarche et Pierre Béchade ne sont pas récusés par leurs pairs lorsqu'ils soulignent les risques d'éclatement de la bulle financière. Les gérants qui leur sont opposés ne contestent pas les chiffres avancés : ils disent que la situation n'est pas nouvelle et que le risque est inhérent au métier. De fait, il est rentable de continuer à spéculer à la hausse puisque la hausse se poursuit. Pour l'un d'entre eux, « *les marchés sont toujours les marionnettes de quelqu'un puisque c'est la psychologie qui les fait fonctionner* ». Quel aveu ! Les spéculateurs sont fatalistes, mais ils parient sur une fatalité profitable et ils font confiance à leur flair pour se retirer à temps du marché. Et puis, ajoute un autre gérant, les injections de liquidités par les Banques centrales sont préférables à la mort… Il est facile de répondre, avec Olivier Delamarche, que l'argent injecté ne profite en rien à l'économie réelle puisque les banques préfèrent le gain spéculatif immédiat au financement d'investissements pour des activités industrielles qui seront rentables dans dix ou quinze ans.

Les marionnettistes des banques centrales vont continuer à injecter de l'argent dans le système bancaire parce que toute interruption de la création monétaire provoquerait une grave crise sur les marchés. Mais ces injections stimulent la spéculation, qui se transformera tôt ou tard en panique et provoquera la catastrophe qu'on cherche à éviter. Telle est l'impasse dans laquelle les oligarchies politiques et financières sont enfermées. Elles sont solidairement responsables des logiques meurtrières qui sont à l'œuvre. Lorsque la « fête » spéculative sera terminée, il faudra s'occuper des « artistes » qui auront une nouvelle fois ruiné les peuples et les nations.

Bertrand RENOUVIN

(1) Ces débats sont publiés sur le Blog d'Olivier Berruyer, qui reproduit aussi les interventions hebdomadaires de Jacques Sapir : http://www.les-crises.fr/

(2) Un dérivé de crédit est un produit financier qui permet de transférer le risque de crédit d'un actif de celui qui achète de la protection, vers celui qui vend de la protection, en échange d'une rétribution financière.